



Groupe de Bruges
Bruges Group
Grupo de Brugge

A European perspective on the Curry Commission report

By Franz GREIF (Austria), Pierre-Yves GUIHENEUF (France),
Arie VAN DEN BRAND (Netherlands), Hilka VIHINEN (Finland)
and Bill VORLEY (UK)
the Bruges Group

Many views expressed in the Curry Commission report can be considered as significant by a majority of Europeans. They would agree that European agriculture is on a path that cannot be sustained in the long term, that reforms are urgently required, and that the environment pays too much for the excesses of productivism. They would agree that the quality of farm products are not sufficiently matched to the expectations of consumers. And they would agree that direct payments can hinder the innovative capacity of farmers and create social and regional disparities.

Protect the environment and the diversity of rural landscapes, satisfy consumers, and contribute to rural development: these are important objectives for a new CAP. But we live in a global reality in which it is not possible to separate economy and ecology, the production of food and the production of nature, the development of regions and the management of markets. To let agriculture be led by free trade, and to concentrate public policies on the protection of nature, would lead us towards a divorce that would bring the survival of our agricultural model into question.

Orthodox economic thinking ignores human realities, and gives rise to proposals in which the solution to problems is the separation of food production from the production of 'public goods'. It is a nonsense to implement a combination of landscape stewardship based on 'multifunctional' farms and to promote at the same time free market rules which are supposed to solve other problems. What we try to gain in the field of the environment, we shall lose from the field of food quality, animal rights, and international relations. It is necessary to rethink the question of agricultural trade, and to rethink how markets can be governed by defining their rules.

It is necessary to moderate international competition, to protect collective preferences (such as the environment, food security, animal welfare...), to forbid food dumping and export subsidies, prevent oversupply, and favour the poorest countries. National agencies of food or nutrition have to guarantee the quality of food. It is necessary to limit the concentration of the industrial and retail sector which imposes on farmers a more and more skewed competition. It is necessary to encourage the creation of regional economic blocs (such as the EU) and to progress towards a multi-polar world in which international relations are based on partnership agreements and not only on the drive for competitiveness.

It is dangerous to settle on an objective for agriculture of paying the cheapest possible price for food. Producing in a sustainable way, by respecting nature and animals, has a cost. It is better to pay now for guarantees rather than pay later for errors. Moreover, do the citizens of the EU pay dearly for their food? No, if we consider that they dedicate less than 20% of their income, against 35 to 60% in Eastern Europe and much more in developing countries. Of course, direct payments increase this cost, but citizens can accept it if they receive guarantees such as the preservation of a living countryside, a security of long-term supply, and a harmonious international situation. For the European citizen, the question thus is not inevitable to pay less, but to obtain more for the same price.

The Curry report states that direct payments hinder certain changes in the farming sector. It is true, but any change is not inevitably positive! It is necessary to ask what we need to provoke positive changes, and how public subsidies can help

Le rapport Curry : une analyse européenne

Franz GREIF (Autriche), Pierre-Yves GUIHENEUF (France), Arie
VAN DEN BRAND (Pays-Bas), Hilka VIHINEN (Finlande) et Bill
VORLEY (G.B.)
Groupe de Bruges

Beaucoup de constats énoncés dans le rapport Curry sembleront pertinents à une large majorité des Européens. Il est vrai que l'agriculture européenne est engagée dans une voie qui n'est plus supportable et que l'environnement paie trop cher les excès du productivisme. Il est vrai également que la qualité des produits agricoles n'est pas suffisante au regard des attentes des consommateurs. Et il est vrai, enfin, que les aides directes peuvent entraver la capacité d'innovation des agriculteurs et créer des disparités sociales et territoriales.

Préserver l'environnement et la diversité des paysages ruraux, satisfaire les consommateurs et participer au développement rural : voilà des objectifs importants pour l'agriculture. Mais nous vivons dans une réalité globale dans laquelle il n'est pas possible de séparer l'économie et l'écologie, la production d'aliments et la production de nature, le développement des territoires et l'organisation des marchés. Livrer les échanges agricoles aux règles du libéralisme et concentrer les politiques publiques vers l'aménagement de la nature ainsi malmenée ou la réduction des inégalités ainsi créées : cela nous conduirait vers un divorce qui remettrait en cause notre modèle d'agriculture.

La pensée économique orthodoxe veut ignorer les réalités humaines et distinguer la production de nourriture de la production de " biens collectifs ". C'est un non-sens que de proposer des contrats de gestion de l'environnement à des exploitations multi-fonctionnelles et de penser que les mécanismes de marché suffiront à eux seuls à régler les autres problèmes. Ce que nous cherchons à gagner sur le plan de l'environnement, nous le perdrons sur le plan de la qualité des aliments, des droits des animaux et de l'équilibre des relations internationales. Il est nécessaire de repenser la question des échanges et de gouverner les marchés en définissant leurs règles de fonctionnement. Il faut modérer la concurrence internationale, préserver les préférences collectives (l'environnement, la sûreté de l'approvisionnement, le bien-être animal...), interdire le dumping et les subventions à l'exportation, favoriser les pays les plus pauvres, empêcher la production d'excédents et gérer la production (supply management). Il faut que des agences nationales de nutrition ou d'alimentation garantissent la qualité des aliments. Il faut limiter la concentration industrielle qui impose aux agriculteurs une concurrence de plus en plus rude. Il faut encourager la création d'espaces économiques régionaux similaires à l'Union européenne et promouvoir un monde multi-polaire dans lequel les relations internationales seront basées sur des accords de partenariats et non pas seulement sur la recherche de compétitivité.

Il est dangereux de se fixer comme objectif de payer l'alimentation le moins cher possible. Produire de façon durable, en respectant la nature et les animaux : cela a un coût. Il est préférable de payer tout de suite des garanties plutôt que de payer plus tard des erreurs. D'ailleurs, les citoyens de l'UE paient-ils cher leur alimentation ? Non, si on considère qu'ils y consacrent moins de 20 % de leur revenu, contre 35 à 60 % en Europe de l'Est et beaucoup plus dans les pays en développement. Certes, les aides directes se rajoutent à cela, mais les citoyens peuvent accepter ce coût s'ils reçoivent en échange des garanties comme le maintien de campagnes vivantes, une sécurité d'approvisionnement à long terme, un contexte international apaisé. Une meilleure distribution des aides publiques permettrait d'obtenir plus de qualité, plus d'environnement, plus de justice sociale, ainsi que des rapports internationaux plus équilibrés. Pour le citoyen européen, la

farmers to take the right path.

We do not need less public action; rather, a new public action. Instead of freeing ourselves from the management of markets and concentrating on the new borders of agriculture, European authorities should make reforms across the board and in the same direction, even if it is more complex, and look for credible alternatives to neo-liberal ideology. The growing concerns around the environment, rural development and food safety oblige us to reflect anew on market management, mechanisms of trade and mechanisms of protection, and the importance of farming in the world. Successfully meeting these challenges is the business of all of European society. It is indispensable for agriculture not to be reduced to a single commercial direction, and instead be considered as a social issue. The Curry Commission report provides a good basis for debate. Let us enter this debate in a constructive way, by establishing bridges between the various sectors of European society.

question n'est donc pas nécessairement de payer moins, mais d'obtenir plus pour le même prix.

Le rapport Curry prétend que les aides directes entravent certains changements dans le secteur agricole. C'est vrai, mais tout changement n'est pas nécessairement positif ! Il faut donc se demander " De quels changements avons-nous besoin et comment les provoquer ? ". Et dans ce cadre, comment des incitations publiques peuvent-elles aider les agriculteurs à aller dans le bon sens ?

Nous n'avons pas besoin de moins d'action publique, mais d'une nouvelle action publique. Au lieu de se dégager de la gestion des marchés pour se concentrer sur les nouvelles frontières de l'agriculture, les autorités européennes devraient tout réformer en même temps et dans le même sens, même si c'est plus complexe, et rechercher ainsi des alternatives crédibles à l'idéologie libérale. La montée des préoccupations concernant l'environnement, le développement rural ou la sécurité des consommateurs nous oblige aussi à une réflexion nouvelle sur l'organisation des marchés, les mécanismes d'échange et de protection, la place des paysans dans le monde. Parvenir à conjuguer ces défis est l'affaire de toute la société. Mr Curry l'a bien compris puisqu'il propose de constituer des groupes de réflexion avec la participation de la société civile. Il est indispensable en effet que l'agriculture ne soit pas réduite à sa dimension commerciale et soit considérée comme une question de société. Engageons-nous dans ce débat de façon constructive, en établissant des ponts entre les différents secteurs de la société européenne.

Extract from **Landmark**, a publication of [Farmers'World Network](#).
March-April 2002. Edition 45

Publié par Agri-repère n° 44, octobre 2002.

